

« LE COMMERCE ÉQUITABLE ET L'APPUI AU DÉVELOPPEMENT SONT COMPLÉMENTAIRES »

De nombreuses coopératives de producteurs certifiées par Max Havelaar sont accompagnées par des ONG qui facilitent leur développement. Dans de nombreux cas comme en Bolivie, la conjonction de ce travail de terrain avec les critères des standards a permis aux producteurs de devenir de véritables professionnels du café. Quelle est la mission de ces ONG ? Quelles complémentarités avec le commerce équitable ? Jean-Jacques Boutrou dirige Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF). C'est au nom de cette complémentarité que depuis plus de dix ans, il représente son organisation au sein du conseil d'administration de Max Havelaar France.



JEAN-JACQUES BOUTROU

directeur général d'Agronomes et vétérinaires sans frontières



COMMENT CONCEVEZ-VOUS LE RÔLE D'UNE ONG D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT AUPRÈS DES PAYSANS DU SUD ?

Le champ d'action d'AVSF, c'est l'agriculture paysanne. La démarche consiste à permettre aux producteurs et à leurs organisations d'améliorer durablement leur viabilité technique, sociale et financière.

Nous cherchons donc à renforcer les capacités de ces organisations pour les rendre plus autonomes. Le travail d'appui crée un environnement favorable au développement. Cela passe par des services de formation, d'assistance technique. Il faut aussi faciliter l'accès au crédit et au marché.

Ainsi, les organisations renforcent

leurs systèmes de gestion. Elles maîtrisent mieux les questions techniques, leur capacité de commercialisation, etc.

L'appui les aide à élaborer des produits de qualité valorisables sur le marché et à les commercialiser, que ce soit localement ou bien dans des filières internationales pour les produits comme le café, le cacao ou les mangues.

Enfin, il incite les paysans à gérer de façon durable leurs ressources naturelles que sont la terre et l'eau, par exemple en ayant des stratégies pour gérer la fertilité des sols. Ceci passe par des formations, de l'assistance technique et des échanges

entre organisations, parfois de plusieurs pays. Nous facilitons les concertations avec les autres acteurs des filières et avec les institutions locales. Au fur et à mesure, les organisations de producteurs sont davantage reconnues en tant qu'acteurs du monde rural et développent une capacité à porter des positions argumentées auprès de leurs interlocuteurs et des décideurs. À terme, nous espérons qu'elles soient en mesure de pousser leurs Etats à définir et conduire des politiques agricoles plus favorables à l'agriculture paysanne. Par exemple, en Bolivie, les producteurs de café de la fédération des caféiculteurs prennent part à des

concertations avec les pouvoirs publics. Ils ont soumis des propositions à leur gouvernement.

Un développement pérenne passe aussi par la capacité à diversifier les productions, à valoriser le mieux possible la part commercialisable et donc à accéder à des marchés dans des conditions favorables. Cela passe aussi par une augmentation de la valeur ajoutée sur place : par exemple, les producteurs de manques fraîches péruviens de l'association Apromalpi ont avec notre coopération investi dans une usine de transformation, ce qui leur permettra de tirer un meilleur prix de leur matière première.

COMMENT ÉVITER LE TRAVERS DE L'ASSISTANCE DONNÉE DU HAUT VERS LE BAS, DU NORD VERS LE SUD ?

Nous n'avons aucun schéma imposé. L'action d'une ONG est pertinente si elle est adaptée aux problématiques et répond aux enjeux de viabilité de l'agriculture paysanne. Elle doit s'appuyer sur les savoir-faire des acteurs locaux et les valoriser.

Dans chaque pays, un coordinateur national d'AVSF élabore un diagnostic avec les organisations de producteurs et les institutions déjà présentes et approfondit l'analyse en concertation permanente. Il faut être à l'écoute.

Avec les producteurs de café de Savanette et Baptiste en Haïti, nous avons dû partir du premier stade : permettre aux producteurs de s'organiser pour la collecte, leur apporter un soutien technique à toutes les étapes du traitement du café...

Au Pérou, où les organisations maîtrisent davantage les questions de commercialisation, l'action est centrée sur l'ingénierie d'organisation, de transformation des produits et de gestion du crédit.



◀ Dans les Yungas, AVSF a mis l'accent sur l'amélioration de la qualité, l'accès au marché et le renforcement des organisations.

« Le commerce équitable fait levier sur la structuration des coopératives »

De même, les choses ne sont jamais figées au fil du temps. En Bolivie, nous avons d'abord commencé dès 1993 un gros travail sur l'amélioration de la qualité, l'accès au marché

et la consolidation de la fédération. Ensuite, ces dernières années, nous avons davantage mis l'accent sur le renforcement institutionnel des organisations de base et leur gouvernance.

COMMENT S'ARTICULE VOTRE ACTION AVEC CELLE DE MAX HAVELAAR ?

Dans le cas où les productions peuvent être destinées à l'export, il y a une vraie complémentarité. Le commerce équitable favorise l'accès au marché dans de bonnes conditions pour des coopératives de petits producteurs. Ceci contribue au développement local. Lorsqu'un problème de commercialisation à l'export se pose à une organisation de producteurs, nous favorisons le lien avec Max Havelaar. Dans certains cas, nous avons appuyé la mise en place d'un chantier d'étude en vue d'une certification. Dans tous les cas, nous faisons état des avantages et des contraintes du système, et ce sont les organisations qui choisissent ou non de demander leur certification.

L'ÉTUDE QU'AVSF A MENÉ DANS EN BOLIVIE DANS LES YUNGAS SOULIGNE QUE LES RÉSULTATS OBTENUS LE SONT GRÂCE À L'ACTION CONJUGUÉE DE

L'APPUI ET DES DÉBOUCHÉS DU COMMERCE ÉQUITABLE. QU'EN EST-IL DES ORGANISATIONS QUI NE SONT PAS PARTICULIÈREMENT SUIVIES PAR UNE ONG COMME LA VÔTRE ?

D'abord, notons que le système Max Havelaar a par lui-même un effet de levier sur la structuration des coopératives. Les critères des standards constituent un cadre de référence sur lesquels s'appuient les dirigeants pour choisir leurs stratégies. Ces réfé-

rences sont également très utiles à AVSF pour conduire ses actions. On peut donc dire que le système de marché de commerce équitable contribue déjà seul au renforcement des organisations qui sont

alors en capacité de mieux valoriser les produits, quel que soit l'acheteur.

Même si une organisation de producteurs ne vend qu'une faible proportion de sa production en commerce équitable, elle aura acquis de meilleures capacités à trouver des débouchés diversifiés et à négocier des conditions de contrats plus favorables. C'est ce qu'on appelle l'effet de levier.

Mais La première question à se poser est : l'organisation certifiée a-t-elle besoin d'un appui extérieur ? Quand une assistance technique s'avère nécessaire, le coordinateur local de FLO est censé suggérer à l'organisation des contacts avec des institutions du pays. En cas d'absence de réponses locales, FLO doit mettre les organisations en relation avec des ONG comme la nôtre. ■